

CENTRE ANIMALIER MUNICIPAL DE MARSEILLE,

Un exemple à suivre...

1978/2008

30 ans de savoir-faire
au service de l'errance animale



Association reconnue d'utilité publique décret du 23 06 1938

REFUGE DE LA RENAISSANCE

Déléataire – délégation du 31 07 2001

CENTRE ANIMALIER MUNICIPAL DE LA VILLE DE MARSEILLE

31 montée du Commandant de Robien 13011 Marseille – TEL 0820 820 896 - Fax 04.91.45.63.59 - Email spa13011@aol.com

Attention ! Il n'y a pas de SPA qui serait "nationale" ou qui aurait autorité sur une autre SPA.

Pour aider les animaux, aidez la SPA de votre Région.

Dons, legs, adhésions : SPA MARSEILLE PROVENCE - réduction d'impôts, exonération droits de succession.

***Attention ! Il n'y a pas de SPA qui serait "nationale" ou qui aurait autorité sur une autre SPA.
Pour aider les animaux, aidez la SPA de votre Région.***

Au second rang européen des pays possédant le plus grand nombre d'animaux de compagnie, La France est confrontée aujourd'hui aux problématiques concrètes liées à cette (sur)abondance d'animaux :

- Logique mercantile incitant à l'acquisition d'un animal (le statut de l'animal dans le code civil est toujours assimilé à un bien).
- Circuits commerciaux largement alimentés par des trafics venant des pays de l'Est.
- Problématique inhérente à l'UE (frontières poreuses....) notamment la Belgique devenue plaque tournante du trafic.
- Arrivée sur le marché d'animaux à problème tant sur le plan sanitaire que sur le plan comportemental (conditions d'élevage inappropriées, mauvaises conditions de transport), augmentant ainsi le risque de morsure.
- Abandon en nombre (60 000/an) car les propriétaires sont souvent mal informés de leurs obligations et contraintes lors de l'acquisition d'un animal.
- Errance très importante (estimée à 150 000 animaux déclarés perdus chaque année) consécutive :
 - o au nombre d'animaux (plus de 20 millions de chiens et chats recensés en France),
 - o au manquement des propriétaires quant à leurs devoirs (identification obligatoire et tenue en laisse),
 - o à la carence en termes de gestion de cette errance par les maires :
476 fourrières pour 36 000 communes.

La réglementation existe (Code Rural) mais l'ampleur du phénomène amène aujourd'hui à devoir renforcer l'arsenal législatif en matière de prise en charge de l'errance animale.

*Attention ! Il n'y a pas de SPA qui serait "nationale" ou qui aurait autorité sur une autre SPA.
Pour aider les animaux, aidez la SPA de votre Région.*

MARSEILLE & SPA DE MARSEILLE : gestion et protection des animaux errants

Certaines villes ont su anticiper en prenant en charge l'ensemble de ces problématiques dès la parution de la Loi du 6 janvier 1999 : Marseille en est un exemple.

Seconde ville de France, elle a mis en place, dans le cadre d'une Délégation de Service Public avec la SPA Marseille Provence, un **Centre Animalier Municipal**, lequel :

- accueille 12 000 animaux par an,
- assure une prise en charge 24h/24 & 7j/7,
- intervient plus de 4500 fois par an dans le cadre du secours animalier,
- gère un protocole de stérilisation de 4000 chats errants par an (l'article 213-6 du Code Rural est trop souvent occulté par les municipalités)
- met en place des séances d'éducation à la propreté, à la sécurité et au civisme à destination des adoptants.
- Prend en charge immédiatement grâce à son équipe vétérinaire tout animal entrant (gestion de l'urgence médicale, visites sanitaires voire euthanasie des chiens mordeurs...). **Afin d'assumer cette mission d'intérêt général, il est impératif que l'accès aux médicaments soit facilité aux vétérinaires dans l'exercice de leur mission de service public.**
- Assure la gestion sanitaire et le respect des délais « fourrière » des animaux durant leur séjour.
- stérilise systématiquement les animaux passant par le Refuge afin de lutter contre la prolifération anarchique.
- informe sur **l'obligation d'identification de chaque animal de compagnie.**

A ce sujet, la **SPA Marseille Provence** soutient et approuve le renforcement prévu de l'arsenal pénal en passant en amende de 4^{ème} classe les infractions relatives à la publication d'annonces de vente de chiots ou chatons ainsi que la détention d'un animal non identifié (proposition du Bureau de la Protection Animale).

Attention ! Il n'y a pas de SPA qui serait "nationale" ou qui aurait autorité sur une autre SPA.

Pour aider les animaux, aidez la SPA de votre Région.

Les animaux dits dangereux

La gestion des animaux dits dangereux est une obligation pour le Maire, compte tenu du danger qu'ils représentent pour le Public. Le Centre Animalier de Marseille les reçoit :

- soit sur Réquisition de Police (errance, agressivité sur voie publique, morsures, rixes, combats, attaques, incarcération du détenteur),
- soit lorsqu'ils ont été trouvés errants sur la voie publique, sans intervention des services de police,
- soit amenés directement par leur propriétaire.

Ils font l'objet d'un signalement au Procureur ou au Maire en vue de leur restitution ou pas, de leur mise en conformité ou pas, de leur euthanasie ou pas.

Modification de la réglementation de la loi sur les chiens dangereux :

- les pouvoirs et la responsabilité du Maire se voient considérablement renforcés par cette évolution. Compte tenu du nombre de cas auxquels nous sommes confrontés, il nous apparaît extrêmement important de prendre en compte le problème de sécurité lié à l'accueil, la prise en charge de ces chiens dangereux et surtout leur restitution quand elle est possible du fait de la non-dangereux et de la sociabilité de l'animal.
- L'évaluation préconisée par certains vétérinaires comportementalistes ne peut pas à elle seule répondre à tous les cas. En effet, il est impératif de prendre en compte la notion de danger imminent ou immédiat ainsi que le fait que « *les conditions du placement sont susceptibles de rendre l'animal (encore plus) dangereux ou de mettre sa santé en péril* ». Dans ce cas, il ne sera pas possible d'envisager d'attendre plusieurs jours qu'un expert soit nommé et encore quelques jours pour rendre ses conclusions. Il appartient alors au responsable de la fourrière – après avis vétérinaire - de saisir le procureur et / ou le Maire afin de proposer une solution en adéquation avec la situation de l'animal ; notamment de pouvoir procéder à son euthanasie immédiate en cas de danger avéré. Les vétérinaires salariés des fourrières sont donc d'office reconnus comme compétents pour l'évaluation immédiate, les vétérinaires libéraux intervenant dans le cadre d'un « suivi » comportemental.
- Au Centre Animalier Municipal de la SPA Marseille Provence, grâce à un protocole d'accord et de confiance étroit avec les Services de Police, les gendarmeries, le parquet, les services vétérinaires (DDSV), les vétérinaires salariés du Centre sont désignés pour donner leur avis sur la dangerosité, le comportement, la restitution ou l'euthanasie de certains chiens. La SPA Marseille préconise donc d'avoir une relation étroite avec les services de police / gendarmerie, le parquet ainsi qu'avec les services vétérinaires.



Société Protectrice des Animaux

REFUGE DE LA RENAISSANCE

Association reconnue d'utilité publique décret du 23 06 1938
CENTRE ANIMALIER MUNICIPAL DE LA VILLE DE MARSEILLE
Délégation du 31 07 2001
31, montée du Commandant de Robien - 13011 MARSEILLE
Tél: 0 820 820 896 - Fax: 04 91 45 63 59

*Attention ! Il n'y a pas de SPA qui serait "nationale" ou qui aurait autorité sur une autre SPA.
Pour aider les animaux, aidez la SPA de votre Région.*

L'arrêt RIAUCOURT

Cet arrêt tend à interdire aux vétérinaires salariés travaillant dans un refuge ou une fourrière d'acheter ou de faire acquérir par leur prescription les médicaments dont ils ont besoin.

Les Associations de Protection Animale, comme les fourrières municipales (ces dernières étant par ailleurs souvent par délégation de Service Public, supportées par les premières), s'appuient sur la **présence continue de vétérinaires salariés** permettant, de jour comme de nuit, de réagir rapidement concernant les points suivants :

- ASSUMER les soins urgents des nombreux animaux trouvés, dont l'état sanitaire est souvent catastrophique (mauvais traitements, blessures, maladies contagieuses, etc...), et assumer le maintien de la bonne santé des animaux détenus dans les refuges.
- PERMETTRE le maintien de l'état sanitaire correct des Communes (art. 213 du Code Rural, Code des Communes...) par la gestion des animaux errants (vaccination, prévention rage, prévention des zoonoses...), dans le cadre des **délégations de Service Public** qu'elles assurent.
- ASSURER une véritable mission de **Service Public** par la sauvegarde des animaux perdus appartenant aux particuliers et des animaux accidentés sur la voie publique, nécessitant des soins urgents immédiats.

En outre, la prise en charge des **chiens dits dangereux** concernés par la loi de 1999 nécessite dans la majorité des cas, l'intervention IMMEDIATE des vétérinaires sanitaires salariés, lesquels sans une liberté de prescription ou d'action, se trouveraient très démunis. Il apparaît peu vraisemblable que des vétérinaires libéraux qui devraient alors être réquisitionnés (par les Procureurs, le Parquet...), puissent être sollicités et agir sur-le-champ (disponibilité, zone géographique etc...). Cette difficulté mettrait en danger, le Public, et le personnel des refuges et fourrières.

Les associations, les fourrières assurent là un service **d'intérêt général**, un véritable **service public**. L'impossibilité aux vétérinaires salariés, rattachés à ces établissements, d'agir librement par l'application de traitements médicamenteux, irait à l'encontre de ce service et de l'intérêt du public en général.

Un nouvel amendement doit être présenté – sur proposition gouvernementale - en seconde lecture le 25 mars prochain. Vous trouverez en annexe la proposition d'amendement. Votre attention particulière à ce sujet est essentielle.



Société Protectrice des Animaux

REFUGE DE LA RENAISSANCE

Association reconnue d'utilité publique décret du 23 06 1938
CENTRE ANIMALIER MUNICIPAL DE LA VILLE DE MARSEILLE
Délégation du 31 07 2001
31, montée du Commandant de Robien - 13011 MARSEILLE
Tél: 0 820 820 896 - Fax: 04 91 45 63 59

*Attention ! Il n'y a pas de SPA qui serait "nationale" ou qui aurait autorité sur une autre SPA.
Pour aider les animaux, aidez la SPA de votre Région.*

ANIMAL et SOCIÉTÉ

Le ministère de l'agriculture vient de mettre en place les rencontres « Animal et société » dont l'objectif est d'élaborer un plan d'actions et de mesures concrètes visant à une meilleure prise en compte des problématiques liées aux animaux de compagnie.

Dans la perspective d'une audition sur le thème « la gestion des chiens et des chats errants », nous proposons de présenter notre « plan fourrière » :

- Etude et identification des besoins pour l'accueil de tous les animaux dans chaque Département, en commençant par le département des BDR.
- Protocole de fonctionnement des SPA/Communes/ET vétérinaires salariés.
- Protocole de fonctionnement SPA/Communes/ET Vétérinaires **libéraux** le cas échéant.
- Financement commun SPA/Communes/Département
- Création de Centres animaliers chiens/chats mais également autres espèces (carence actuelle pour les équidés par exemple dans le Département des B.D.R.)
- **Intercommunalité/Département** : Implication du **département** par un « maillage départemental » avec les différentes **communes** à travers le CDSPA.

Reconnu comme acteur majeur de l'errance animale en région PACA, la SPA Marseille Provence souhaite au travers de son expérience de plus de 30 ans en tant que gestionnaire de fourrière, apporter un éclairage concret au collège chargé d'élaborer le rapport sur l'errance animale.

En effet, au regard de la loi, l'obligation faite aux maires va être réalisée sur un plan administratif (dans la plupart des cas), mais les résultats ne correspondront pas forcément aux besoins des administrés. Le maire étant l'unité territoriale qui permet d'apporter la cohérence que le citoyen attend de l'action de l'Etat, il est impératif de mettre en place des moyens de contrôle permettant de vérifier que l'obligation de résultat est atteinte.

***Attention ! Il n'y a pas de SPA qui serait "nationale" ou qui aurait autorité sur une autre SPA.
Pour aider les animaux, aidez la SPA de votre Région.***

La désignation d'une entité de contrôle est indissociable d'une telle démarche. En tant que membre du Comité Départemental de la Santé et de la Protection Animale des Bouches du Rhône, la SPA Marseille Provence demande à participer aux groupes de travail « Animal et société » et propose que ceux-ci soient pérennes et débouchent sur la création d'un **Observatoire permanent de l'animal de Compagnie**.

Cet observatoire pourrait avoir en charge la désignation des dits experts habilités à accompagner les maires dans leur démarche de prise en charge des animaux errants. La SPA Marseille Provence, déjà engagée sur ce terrain, est prête à aller plus loin sur le plan national.

Ce pari ne se gagnera qu'en misant sur une volonté affichée de développer la notion de partenariat Ville / SPA / Département.

La SPA Marseille Provence, son équipe et sa Présidente Andy SALVIANO espèrent avoir le plaisir de faire partager leur expérience à l'ensemble des représentants institutionnels et/ou associatifs sur le thème de l'errance animale, dans un esprit non seulement de Protection Animale mais encore de service rendu au Public et à nos Villes.

Nous vous remercions de votre lecture et vous adressons l'assurance de notre parfaite considération.

Andy SALVIANO
Présidente SPA Marseille Provence
Délégataire Centre Animalier Municipal
Marseille – Bouches du Rhône

